

Réduire la bureaucratie – Nous nous battons quotidiennement pour la liberté individuelle

Factsheet bureaucratie

Une bureaucratie absurde, surchargée de règles et d'interdictions, limite notre liberté. Les modes de vie, l'initiative personnelle et l'esprit d'entreprise sont entravés. Nous voulons des règles qui vont à l'essentiel, ainsi que des procédures transparentes et simples. Dans le cadre des avancées technologiques, le principe du guichet unique et de l'e-gouvernement doit être appliqué de manière cohérente dans les relations avec l'administration. Les interdictions inutiles, le paternalisme, la bureaucratie et le flot d'oppositions nous restreignent. Avant d'introduire de nouvelles lois, il faudrait déjà veiller à ce que les lois existantes soient appliquées de manière systématique. Lorsqu'une nouvelle loi est nécessaire, les coûts de la réglementation doivent être évalués en amont.

1 Défis

- › La société tend de plus en plus vers un contrôle étatique plutôt que vers la responsabilité individuelle.
- › L'État paternaliste s'immisce toujours plus dans la vie privée et économique des citoyens – notamment en ce qui concerne les finances, l'éducation, les modes de vie et la santé.
- › La centralisation croissante de la réglementation pour résoudre les problèmes réels ou apparents ; affaiblissement du fédéralisme.
- › Un équilibre délicat en matière de surveillance et de protection des données entre le besoin de sécurité et la protection de la sphère privée.
- › La surréglementation de développements qui n'ont pas encore pu s'établir dans la société, par exemple les demandes de lois et d'interdictions sur l'intelligence artificielle.
- › La pandémie de Covid-19 nous a montré qu'il est indispensable de savoir faire preuve d'agilité/d'adaptabilité, en particulier dans le travail.

2 Nos revendications

Combattre la bureaucratie absurde

- › Culture de la responsabilité individuelle et du bon sens plutôt que surréglementation dans chaque domaine de la vie (par ex. pas de taxe sur le sucre).
- › Préservation du droit fondamental des citoyens à des lois compréhensibles, simples et efficaces.
- › Application non bureaucratique, cohérente et rapide des lois par l'administration et les tribunaux. Pour cela, il faut continuer à aménager le droit procédural de manière à ce qu'il soit accessible aux profanes.

Soulager les entreprises :

- › Simplification de l'administration des salaires, libéralisation de la saisie et de la réglementation du temps de travail pour répondre aux besoins d'une société qui évolue.
- › Encourager le travail indépendant et l'esprit d'entreprise plutôt que surcharger de formalités (faciliter notamment la création d'entreprises, créer un nouveau statut pour les indépendants en emploi de plateforme, adapter les règles d'imposition des start-up).
- › Utilisation de la digitalisation au profit des entreprises (introduire notamment rapidement l'e-ID comme base, développer les services d'e-gouvernement).

- › Réduire la bureaucratie en coordonnant l'échange de données entre les autorités de contrôle étatiques (guichet unique).

Le système fiscal le plus simple d'Europe :

- › Déclaration d'impôts facile à remplir (Swiss Easy Tax) : simplification massive du système fiscal.
- › Introduction de l'imposition fiscale individuelle.
- › La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) la plus basse et la plus simple d'Europe.

Diminution du budget fédéral :

- › Frein de la croissance des dépenses publiques, avec un contrôle régulier des tâches gouvernementales.
- › Autorité de surveillance indépendante pour les conséquences réglementaires et frein réglementaire pour les projets trop coûteux.
- › Mise en place de procédures efficaces et simples dans le fonctionnement du Parlement et freiner le flot des interventions.

3 Succès du PLR. Les Libéraux-Radicaux

- › Adaptation du droit du travail aux conditions actuelles est en cours.
- › Bureaucratie allégée et conditions économiques optimales : aboutissement de différentes initiatives visant à freiner la frénésie réglementaire.
- › Deuxième tentative sur l'identité électronique (e-ID), initiée par notre motion de groupe ([21.3129](#)).
- › Adoption de l'intervention parlementaire visant à éviter les redondances dans la collecte des données grâce à la digitalisation (respect des principes de minimisation des données et de stockage décentralisé des données).
- › Modernisation des procédures douanières ; suppression des droits de douane industriels.